

Résolution sur le Brésil

Écrit par IVe Internationale

Mardi, 28 Février 2006 04:00 - Mis à jour Lundi, 09 Juillet 2007 19:53



Les développements de la situation brésilienne ont confirmé la caractérisation et la politique du gouvernement Lula, indiquée dans la résolution du Comité international de février 2005 : un gouvernement de coalition avec des représentants du capital et dépendant de la droite parlementaire qui applique une politique économique et financière libérale, et ne peut ainsi répondre aux problèmes essentiels de la pauvreté et de l'exclusion ni s'opposer aux plans de l'impérialisme.

1. Les développements de la situation brésilienne ont confirmé la caractérisation et la politique du gouvernement Lula, indiquée dans la résolution du Comité international de février 2005 : un gouvernement de coalition avec des représentants du capital et dépendant de la droite parlementaire qui applique une politique économique et financière libérale, et ne peut ainsi répondre aux problèmes essentiels de la pauvreté et de l'exclusion ni s'opposer aux plans de l'impérialisme. Toutes les mesures et décisions du gouvernement Lula, depuis une année, ont été dans le même sens : accepter les diktats des marchés financiers, consolider la politique d'excédent budgétaire pour rembourser la dette, ne pas déployer une véritable réforme agraire ce qui lui vaut une critique radicale du MST, ne pas baisser réellement le chômage, ne pas augmenter les salaires, ne pas combattre les inégalités. Ce gouvernement est bien un gouvernement social-libéral.

2. Cette politique du gouvernement contraire aux intérêts populaires s'est accompagnée, cette dernière année, de révélations sur les méthodes politiques et les pratiques de corruption qui ne diffèrent en rien de celles des gouvernements bourgeois traditionnels. Des dizaines de parlementaires ont été achetés par des membres éminents de la direction du PT et du gouvernement. José Dirceu, n° 2 de l'équipe au pouvoir, a dû démissionner . C'est un vrai tremblement de terre qui a secoué le PT et la vie politique brésilienne.

3. L'évolution socio-économique, politique et éthique du gouvernement confirme là aussi, les conclusions politiques que nous avons tirées de notre caractérisation du gouvernement et de sa politique : les révolutionnaires ne peuvent participer à un gouvernement social-libéral ; les révolutionnaires ne peuvent participer au gouvernement Lula qui inscrit toute sa politique dans le respect des critères des marchés financiers et de la contre-réforme libérale. Malgré les critiques portées sur la corruption ou sur le fonctionnement du parti, la majeure partie de la gauche du PT, y compris les camarades de la DS-PT, n'ont pas défendu, lors des dernières élections au PED, une politique de rupture avec ce gouvernement. L'accumulation des mesures libérales depuis plus de 3 ans, conjuguée à la corruption, créait même de nouvelles conditions pour une rupture avec le gouvernement. La majorité des camarades ont rejeté cette option.

4. Aux élections de 2006, la candidature de Lula à la présidence représente la réaffirmation de sa politique sociale-libérale. Face à cette candidature, la présentation par des révolutionnaires d'une alternative unitaire et anticapitaliste, une alternative contre la droite et les classes dominantes, est un fait positif. Le PSOL a décidé de présenter la candidature d'Heloísa Helena à la présidence de la République pour défendre lors de cette échéance un programme de défense des intérêts et des revendications des classes populaires, pour rompre avec le néolibéralisme et le capitalisme. Elle dénoncera toutes les attaques de la droite, les exigences des marchés financiers et toutes les conséquences des contre-réformes libérales. Elle s'opposera au bilan de la politique du gouvernement Lula. En solidarité avec la lutte des peuples latino-américains, et en particulier, avec la révolution bolivarienne au Venezuela, la candidature d'Heloísa sera une candidature anti-impérialiste. Cette candidature peut permettre à des millions de Brésiliens de manifester leur volonté de résister aux attaques du capitalisme libéral et de changer les choses. Au-delà des courants et organisations, cette candidature peut rassembler une gauche radicale, une gauche anticapitaliste, elle peut reprendre le programme et les valeurs fondamentales originelles du PT, abandonnées depuis par la direction Lula.

5. Par ailleurs, la gauche brésilienne reste fortement divisée : une partie importante de cette gauche reste au PT. D'autres organisations, comme le PC do B, ou d'autres secteurs qui restent sur des positions « mouvementistes », ou encore le PSTU, auront leurs propres positions. Les forces de la IVE Internationale restent, malheureusement, divisées. La DS-PT continue à militer dans ce parti, en confirmant sa participation au gouvernement et en renforçant son intégration dans la direction du parti — un des responsables de la DS occupant le poste de secrétaire général du PT. Un autre secteur est engagé dans la construction du

Résolution sur le Brésil

Écrit par IVe Internationale

Mardi, 28 Février 2006 04:00 - Mis à jour Lundi, 09 Juillet 2007 19:53

PSOL et forme le regroupement « Collectif DS-IV Internationale » qui participe à la formation d'un nouveau courant du PSOL, provisoirement nommé « Enlace ». Pour favoriser la continuation de la discussion et les possibilités de convergence de tous les secteurs anticapitalistes, le Comité international réaffirme le maintien de relations avec toutes les composantes de la IVe Internationale au Brésil, toutes ses composantes continuant d'être membre de plein droit de l'Internationale.

6. Le Comité international propose l'ouverture d'une discussion sur la situation brésilienne. Cette discussion aurait en particulier pour objectif de tirer un premier bilan de l'évolution du PT lors de ces 20 dernières années, de la politique de la section brésilienne, et des discussions et décisions prises par l'Internationale. Le Comité international propose la réouverture d'un Bulletin intérieur spécial sur cette question. Il recommande aux camarades brésiliens de présenter une introduction à cette discussion. Les textes auront maximum 20 000 signes.

7. Le Comité international constate que les camarades de la DS-PT n'ont pas participé à sa réunion de février 2006. Tenant à poursuivre les discussions avec les camarades, il mandate le Bureau pour organiser dans les plus brefs délais une réunion avec eux.

Comité International, février 2006